

*Dans cet entretien, Loïc Wacquant propose une anatomie de la nouvelle marginalité urbaine à travers une comparaison du ghetto noir américain et de la périphérie urbaine française. Ce texte est la traduction française, agréée par Loïc Wacquant, d'un article paru en anglais sous le titre "Ghettos and Anti-Ghettos", Thesis Eleven, n° 94, août 2008, p. 113-118 (entretien réalisé par Peter Beilharz), à l'occasion de la sortie de *Urban Outcasts. A Comparative Sociology of Urban Marginality* (Polity Press, 2008), version anglaise augmentée de *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État* (La Découverte, 2006).*

*

CT : Dans *Urban Outcasts*, vous dressez une comparaison méthodique entre l'évolution du ghetto noir américain et celle de la périphérie urbaine française, ces fameuses banlieues qui défraient la chronique depuis trois décennies. Pourquoi avez-vous entrepris cette comparaison et que révèle-t-elle des transformations des figures de la marginalité dans la ville ?

LW : Ce livre est né à la confluence de deux chocs, le premier personnel et le second politique. Le choc personnel, c'est la découverte de première main du ghetto noir américain — ou de ce qu'il en restait — lorsque j'ai déménagé à Chicago pour habiter pendant six ans à la lisière du *South Side* de la ville. Venant de France, j'étais stupéfait par l'intensité de la désolation urbaine, la ségrégation raciale, la misère sociale et la violence concentrées dans cette *terra non grata* universellement crainte, dédaignée et dénigrée par ceux qui l'observent de l'extérieur, dont bon nombre de chercheurs.

Le choc politique, c'est la diffusion d'une panique morale autour de la ghettoïsation en France et dans une bonne partie de l'Europe occidentale. Dans les années 1990, les médias, les politiciens et même certains chercheurs se sont persuadés que les quartiers ouvriers situés à la périphérie des villes européennes muaient en autant de « ghettos » sur le patron étatsunien. Et, de ce fait, le débat public et les politiques étatiques se sont réorientés vers la lutte contre le développement de ces prétendus ghettos, en partant du principe que la pauvreté urbaine était en train de s'« américaniser », c'est-à-dire d'être marquée au coin d'une division ethnique de plus en plus profonde, une ségrégation croissante et une criminalité endémique.

Combinez ces deux chocs et vous obtenez la question qui a motivé une décennie de recherches : le ghetto américain et les quartiers populaires européens affichant des concentrations d'immigrés sont-ils en train de converger et, sinon, dans quel sens évoluent-ils ? Et quels sont les facteurs qui déterminent leur transformation ? Pour répondre à ces questions, j'ai recueilli des données statistiques et effectué des observations de terrain dans une zone en jachère de la « ceinture noire » de Chicago et dans une banlieue déshéritée de la « ceinture rouge » de Paris située entre l'aéroport de Roissy et la capitale. J'ai également reconstitué leur trajectoire historique, parce qu'on ne peut pas saisir ce qu'il est advenu de ces quartiers en déclin dans les années 1990 sans considérer l'arc complet du XXe siècle, marqué par l'épanouissement puis le dépérissement de l'industrialisme fordiste et de l'État-providence keynésien.

CT : Qu'est-il donc advenu de la « ceinture noire » américaine et de la « ceinture rouge » française, et sont-elles en convergence ?

LW : Côté américain, je montre qu'après la vague d'émeutes des années 1960, le ghetto noir *a implosé* : il s'est écroulé sur lui-même pour ainsi dire, du fait de la rétraction simultanée de l'économie marchande et de l'État social et du refus des Noirs de se laisser

enfermer plus longtemps dans la nasse socio-spatiale qui les tenait isolés depuis la première guerre mondiale. Cet écroulement a donné naissance à une forme urbaine nouvelle que j'appelle *hyperghetto*, caractérisée par une double mise à l'écart basée sur la race et la classe, renforcée par une politique étatique de recul social et d'abandon urbain. Ainsi, lorsque nous parlons du ghetto américain, il est impératif de l'historiciser et ne pas confondre le « ghetto communautaire » des années 1940-50 avec son descendant de la fin du siècle. Le ghetto communautaire était un monde parallèle, une « ville noire dans la ville blanche », selon l'expression des sociologues afro-américains St. Clair Drake et Horace Cayton dans leur maître-livre *Black Metropolis*¹. Il servait de réservoir de main-d'œuvre déqualifiée pour les usines et son réseau dense d'organisations tenues par les Noirs et pour les Noirs leur offrait un tampon protecteur contre la domination blanche. Avec la désindustrialisation et la transition au capitalisme financier, l'hyperghetto n'a pas de fonction économique et il s'est vu dépouillé de ses organisations communautaires, auxquelles se sont substituées les institutions étatiques de contrôle social. C'est un instrument d'exclusion brute et brutale, un simple conteneur pour les fractions stigmatisées et surnuméraires du prolétariat noir postindustriel : chômeurs, allocataires de l'assistance sociale, criminels et participants à l'économie informelle de la rue qui est en plein boom.

Du côté français, les médias dominants et la perception des politiques s'avèrent avoir tout faux : les quartiers populaires sont soumis à un processus de paupérisation et de *décomposition* graduelle qui les *éloigne* du patron du ghetto. Un ghetto est une enclave ethniquement homogène contenant tous les membres d'une catégorie subordonnée et leurs institutions, et qui les empêche de se disperser dans la ville. Or, les banlieues françaises en déclin sont foncièrement bigarrées et sont devenues, au fil des trois dernières décennies, plus diversifiées en termes de recrutement ethnique ; elles abritent de manière typique une majorité de citoyens français et des familles immigrées provenant de trois douzaines de nationalités. La présence croissante de ces migrants postcoloniaux résulte d'une réduction de leur isolement spatial : jusque dans les années 1980, ils n'avaient pas accès aux logements sociaux et ils étaient donc plus ségrégués. Et les habitants de ces quartiers qui grimpent dans l'échelle des classes par le biais de l'école, du salariat ou de l'entrepreneuriat, ont tôt fait de fuir ces zones dégradées.

Les banlieues de la ceinture rouge historique ont également perdu la plupart des organisations locales liées au Parti communiste (auquel elles doivent leur surnom) qui orchestrait la vie municipale autour du trio composé par l'usine, le syndicat et le quartier, trio qui donnait aux gens une fierté collective dans leur classe et leur ville. Leur hétérogénéité ethnique croissante, la porosité de leurs frontières, la baisse de la densité institutionnelle, et leur incapacité à forger une identité culturelle commune font de ces zones l'antithèse absolue du ghetto : ce sont des anti-ghettos.²

CT : Cela va à l'encontre du portrait peint par les médias français et les politiciens de droite comme de gauche, sans parler des militants mobilisés autour des problèmes d'immigration, de discrimination et de citoyenneté, surtout au lendemain de la vague d'émeutes qui a déferlé sur les banlieues populaires en novembre 2005.

LW : C'est une excellente illustration de la contribution propre que la sociologie peut et doit apporter au débat civique : adossée à une conceptualisation rigoureuse et à des observations systématiques, elle révèle les failles immenses – en l'occurrence une contradiction totale – entre la perception publique et la réalité sociale. Les immigrés et leurs enfants dans la ville française sont devenus plus mélangés, non pas plus séparés, au fil des trois dernières décennies ; leur profil social et leurs chances de vie se rapprochent

continuent de ceux des Français dits de souche, loin qu'ils s'en éloignent, alors même qu'ils souffrent de taux de chômage nettement plus élevés. Ils sont plus éparpillés dans l'espace, et non pas plus concentrés. Et c'est justement parce qu'ils sont maintenant plus « intégrés » dans le courant dominant de la vie nationale et qu'ils entrent en concurrence pour les biens collectifs que sont l'éducation, la santé, le logement, la protection sociale, etc., qu'ils sont perçus comme une menace, et que la xénophobie a fait pic au sein des fractions de la classe ouvrière frappées par la mobilité sociale descendante.

Les périphéries urbaines de l'Europe occidentale souffrent non pas de ghettoïsation, qui suppose une dynamique d'enfermement ethnique dans l'espace, mais de la dissolution de la classe ouvrière fordiste causée par la normalisation du chômage de masse et la généralisation des emplois précaires, ainsi que de leur diffamation dans le débat public. De fait, le discours de la « ghettoïsation », paradoxalement popularisé par les managers d'Etat de concert avec les militants progressistes, participe de la diabolisation symbolique des quartiers populaires, qui les affaiblit socialement et les marginalise politiquement.

Parias urbains démontre que la thèse de la « convergence » entre l'Europe et les Etats-Unis sur le modèle du ghetto noir est empiriquement fautive et trompeuse au plan des politiques publiques. Le livre révèle ensuite l'« émergence » d'un nouveau régime de pauvreté urbaine des deux côtés de l'Atlantique, distinct du régime en place durant les cinquante dernières années, qui s'ancrait dans l'emploi industriel stable et le filet de secours social de l'Etat keynésien. Cette *marginalité avancée* est nourrie par la fragmentation du salariat, la réorientation des politiques étatiques au détriment de la protection sociale et en faveur de la contrainte du marché, et la résurgence généralisée des inégalités – autrement dit une *marginalité engendrée par la révolution néolibérale*. Ce qui signifie qu'elle n'est pas derrière nous mais devant nous. Elle est appelée à persister et à croître dans la mesure où les gouvernements déroulent des politiques de dérégulation économique et de marchandisation des biens publics. Mais cette nouvelle réalité sociale, générée par la rareté et l'instabilité de l'emploi et par le rôle changeant de l'Etat, est obscurcie par le langage ethnicisé de l'immigration, la discrimination et la « diversité ». Ces dernières constituent certes des problèmes réels, qu'il faut diagnostiquer et affronter en tant que tels, mais elles ne sont pas la force motrice de la marginalisation des périphéries urbaines en Europe. Pis, elles servent à obscurcir la nouvelle question sociale du travail précaire et ses implications pour la formation du nouveau prolétariat urbain du XXI^e siècle.

CT : Dans votre livre, vous soulignez l'importance de l'indignité collective ressentie par les gens enfermés dans l'hyperghetto et dans la banlieue populaire désindustrialisée. Les habitants de la « ceinture noire » américaine ont perdu leur fierté raciale tandis que leurs homologues de l'ancienne « ceinture rouge » française ont perdu leur fierté de classe. Selon vous, la « stigmatisation territoriale » représente une nouvelle dimension de la marginalité urbaine à la fois aux Etats-Unis et en Europe au seuil du siècle nouveau.

LW : En effet, l'une des caractéristiques distinctives de la marginalité avancée est le *stigmat spatial* diffus qui discrédite les gens piégés dans les quartiers de relégation. Dans toutes les sociétés avancées, un certain nombre de districts urbains ou de bourgades sont devenus des symboles nationaux et des éponymes de tous les maux de la ville : Clichy-sous-Bois (où les émeutes de novembre 2005 ont démarré) en France, Moss Side à Manchester en Angleterre, Berlin-Neukölln pour l'Allemagne, Porta Palazzo à Turin pour l'Italie, le South Bronx pour New York. Cette diffamation croissante des « bas quartiers » de la métropole est une conséquence directe de l'affaiblissement politique des Afro-Américains pauvres sur la scène politique des Etats-Unis et de la classe ouvrière sur la scène politique

européenne.

Lorsqu'un quartier est communément perçu comme un « purgatoire urbain » où seuls les déchets de la société supporteraient de vivre, lorsque son nom est devenu synonyme de vice et de violence dans le débat journalistique et politique, une souillure de lieu se superpose au stigmate de la pauvreté et de l'ethnicité (soit la « race » aux Etats-Unis et l'origine coloniale en Europe). Ici je m'inspire des théories d'Erving Goffman et de Pierre Bourdieu pour retracer comment la disgrâce publique affligeant ces zones dévalorise l'estime de soi de leurs habitants et corrode leurs liens sociaux. En réponse à la diffamation spatiale, les résidents des districts de perte développent des stratégies de distanciation mutuelle et de dénigrement latéral ; ils se retirent dans la sphère privée de la famille ; et ils s'échappent de leur quartier dès qu'ils en ont la possibilité. Ces pratiques d'*autodéfense symbolique* activent une prophétie auto-réalisante par le biais de laquelle les représentations négatives du quartier finissent par produire en lui l'anomie culturelle et l'atomisme social dont ces représentations stipulaient la présence.

Non seulement la stigmatisation territoriale sape la capacité à l'identification commune et l'action collective chez les familles des classes populaires refoulées dans ces zones honnies, mais elle déclenche aussi les préjugés et des comportements discriminatoires chez les gens extérieurs au quartier, tels les employeurs et les administrations publiques. Les jeunes de La Courneuve, la ville stigmatisée de la « ceinture rouge » à la lisière de Paris que j'ai étudiée, se plaignaient constamment d'avoir à cacher leur adresse lorsqu'ils postulent à un emploi, rencontrent des filles ou suivent des cours à l'université en dehors de leur ville, cela afin d'éviter les réactions négatives de peur et de rejet. La police est particulièrement susceptible de les traiter plus sévèrement lorsqu'elle découvre qu'ils viennent de cette bourgade souillée, communément considérée comme un effroyable « ghetto ». Le stigmate territorial est une barrière de plus sur la route de l'intégration socioéconomique et de la participation civique.

Notez que le même phénomène s'observe en Amérique latine, parmi les habitants des *favelas* mal famées du Brésil, des *poblaciones* du Chili, et des *villas miserias* d'Argentine. Les résidents des *villas* Bajo Flores, La Cava ou de Retiro à Buenos Aires ne savent que trop bien ce qu'est la « discrimination à l'adresse ». Un stigmate territorial s'attache à ces districts populaires de la capitale argentine pour la même raison qu'il se cristallise autour de l'hyperghetto des Etats-Unis et des anti-ghettos de l'Europe occidentale : la densité, dans ces quartiers, des chômeurs et des immigrés irréguliers ainsi que des fractions inférieures du nouveau prolétariat urbain employées dans l'économie dérégulée des services. Sans oublier la tendance des élites étatiques à utiliser l'espace comme paravent pour faire écran aux problèmes enracinés dans la fragmentation du rapport salarial.

CT : Le stigmate territorial ne favorise-t-il pas le tournant vers l'Etat pénal et la mise en œuvre de la politique de « tolérance zéro », dont vous avez analysé la diffusion mondiale dans votre précédent livre, [Les Prisons de la misère ?](#)

LW : La souillure spatiale donne effectivement à l'Etat une latitude accrue pour se lancer dans des politiques agressives de contention de la nouvelle marginalité, qui peuvent prendre la forme de la dispersion ou de l'endiguement, ou bien encore combiner les deux approches. La *dispersion* vise à éparpiller les pauvres dans l'espace et à reprendre les territoires qu'ils occupent traditionnellement, sous le prétexte que leurs quartiers sont d'inférieures zones de non-droit qui ne peuvent plus être sauvées. C'est cette stratégie qui guide actuellement la démolition de masse des logements sociaux au cœur du ghetto historique des métropoles américaines et dans les périphéries déshéritées des grandes

viles européennes. Des milliers de grands ensembles sont détruits du jour au lendemain et leurs occupants disséminés dans les zones adjacentes ou dans des faubourgs misérables plus distants, ce qui donne l'apparence que « le problème a été résolu ». Mais si la dispersion spatiale des résidents urbains les plus pauvres les rend moins visibles et donc moins dérangeants politiquement, elle ne leur donne pas pour autant du travail ni ne leur accorde un statut social viable.

La seconde technique pour endiguer la montée de la marginalité avancée suit la voie opposée : elle consiste à concentrer et à contenir les désordres générés par la fragmentation du salariat et la déstabilisation des hiérarchies ethniques (ethnoraciale ou ethnonationale) en jetant un étroit filet policier autour des quartiers de relégation et en élargissant les prisons dans lesquelles leurs éléments les plus disruptifs sont périodiquement exilés. Cette *contention punitive* est généralement accompagnée, sur le front de l'aide sociale, par des mesures visant à forcer les bénéficiaires de l'aide sociale dans les créneaux inférieurs de l'économie des services dérégulée, sous le nom de *workfare* ou ses équivalents (emplois ALE en Belgique, RSA en France, etc.). Je retrace l'invention aux Etats-Unis de cette nouvelle politique de la pauvreté mariant le *workfare* restrictif et le *prisonfare* expansif dans mon nouveau livre, *Punishing the Poor*³, qui montre qu'un appareil policier et pénal actif et agressif est une composante essentielle de l'Etat néolibéral.

Mais la politique de « tolérance zéro » ou de *mano dura* sème les sillons de son propre échec. Jeter les chômeurs, les travailleurs précaires et les petits délinquants derrière les barreaux les rend moins employables et déstabilise plus encore les familles et les quartiers populaires mal famés. Déployer la police, les tribunaux et la prison pour contenir la marginalité est non seulement énormément coûteux et inefficace, mais aggrave les maux mêmes que ce déploiement est censé guérir. Nous entrons ainsi à nouveau dans le cercle vicieux du carcéral repéré jadis par Michel Foucault : l'échec même de la prison à résoudre le problème de la marginalité sert de justification à son expansion continuée.

En outre, dans les pays du Deuxième monde tels que l'Argentine et le Brésil, qui sont passés par des décennies de régimes autoritaires au XXe siècle, la police est elle-même un vecteur de violence et l'appareil judiciaire est couturé d'iniquités. Accroître l'action de l'Etat pénal hors de toutes proportions avec son usage habituel au bas la hiérarchie des classes et des places revient à rétablir une dictature sur les fractions marginales de la classe ouvrière. C'est violer en pratique l'idéal de la citoyenneté démocratique qui guide théoriquement les pouvoirs publics. L'Etat doit combattre, non pas le symptôme, *l'insécurité criminelle*, mais la cause du désordre urbain : à savoir, *l'insécurité sociale* que l'Etat lui-même a engendrée en se faisant le serviteur diligent du despotisme du marché.

références

références

- ↑¹ St. Clair Drake, Horace Cayton, *Black Metropolis : A Study of Negro Life in a Northern City*, Chicago, University of Chicago Press, [1945], 1993.
- ↑² Loïc Wacquant, "Les deux visages du ghetto : construire un concept sociologique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, décembre 2005, p. 4-21.
- ↑³ Loïc Wacquant, *Punishing the Poor: The Neoliberal Government of Social Insecurity*, Durham et Londres, Duke University Press, 2009.